

Service Prévention des Risques Anthropiques  
Pôle Risques Accidentels  
POLYgone – Bâtiment A  
5 rue Hinzelin  
CS 50551  
57009 METZ CEDEX

Metz, le 29 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GAZELENERGIE GENERATION**

ZI Saint Avold Nord  
BP 80079  
57500 Saint-Avold

Références: SPRA-PRA-25-R-746  
Code AIOT: 0006207853

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement GAZELENERGIE GENERATION implanté Centrale Emile Huchet - ZI Saint Avold Nord BP 80079 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAZELENERGIE GENERATION
- Centrale Emile Huchet - ZI Saint Avold Nord BP 80079 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006207853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société GazelEnergie Génération est autorisée à exploiter une centrale thermique (comprenant notamment la tranche 6 alimentée au charbon) sur le site Émile Huchet à Saint-Avold.

## Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite;
- la prescription contrôlée;
- à l'issue du contrôle:
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées;
  - ◆ les observations éventuelles;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous);
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «Faits sans suite administrative»;
- «Faits avec suites administratives »: les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec:
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- «Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète»: dans ce cas, une analyse approfondie sera menée à posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante:

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Suivi en service des tuyauteries	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Dossier de fabrication	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
5	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
6	Requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Sans objet
7	Marquage CE des équipements	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 557-4	Sans objet
8	Conditions d'utilisation	Code de l'environnement du 20/11/2017, article R. 557-14-2	Sans objet
9	État des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
10	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats établis lors de cette inspection portent sur l'exploitation des équipements sous pression du site. Les points de contrôle étudiés par sondage à l'occasion de cette inspection ont révélé des écarts au niveau du suivi des équipements sous pression.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> La liste présentée le jour de l'inspection est incomplète. En effet, le type et la dernière date de requalification périodique, exigés par l'article 6-III de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, ne sont pas indiqués. Par ailleurs, cette liste ne comprend pas les tuyauteries de gaz naturel exploitées sur le site soumises à l'arrêté précité.  La liste des équipements sous pression transmise par courriel après l'inspection le 26/11/2025 comprend désormais l'ensemble des informations requises à l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ainsi que les tuyauteries de gaz naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Suivi en service des tuyauteries

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression, définis aux articles R. 557-9-1 et R. 557-9-2, et des récipients à pression simples, définis aux articles R. 557-10-1 et R. 557-10-2, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble, et qui relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après : [...] 5° Les tuyauteries destinées à contenir un gaz du groupe 1, dont la dimension nominale est supérieure à DN 100 ou dont le produit PS x DN de la pression maximale admissible PS par la dimension nominale DN est supérieur à 1 000 bars, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 25 ; [...]
<b>Constats :</b> Les tuyauteries de gaz naturel, soumises aux dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, exploitées sur le site n'étaient pas répertoriées dans la liste des équipements sous pression prévue à l'article 6 de l'arrêté précité avant l'inspection. En conséquence, il existe un risque que le suivi en service

de ces tuyauteries ne soient pas réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté précité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de suivi en service prescrit par l'article 6-I de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples des trois tuyauteries de gaz naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 3 : Dossier de fabrication

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : <ul style="list-style-type: none"> <li>- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;</li> <li>- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;</li> <li>- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b> L'examen a été mené par sondage. Les informations relatives à la fabrication des équipements sous pression suivants ont été consultées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- récipient BP623 (partie calandre) DELAS n°10205R3 (PS = 4,17 bar, volume = 14269 litres, fluide : vapeur) : état descriptif ;</li> <li>- récipient BP623 (partie faisceau) DELAS n°10205R3 (PS = 42 bar, volume = 3608 litres, fluide : eau surchauffée) : état descriptif ;</li> <li>- récipient HP616 (partie calandre) SVCM n°9175014 (PS = 48 bar, volume = 13000 litres, fluide : vapeur) : état descriptif ;</li> <li>- récipient HP616 (partie faisceau) SVCM n°9175014 (PS = 330 bar, volume = 4400 litres, fluide : eau surchauffée) : état descriptif ;</li> <li>- générateur de vapeur DPX3 STEIN ENERGIE n°E45035 (PS = 30 bar, volume = 38680 litres, fluide : vapeur) : notice d'instruction, documents techniques, plans et schémas ;</li> <li>- tuyauterie STEIN Industrie n°6FCD AN ANB (PS = 230 bar, DN300/DN400, fluide : eau surchauffée) : état descriptif.</li> </ul>

Les dossiers des équipements précités ne comprennent pas clairement l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre un justificatif d'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage dans les dossiers des équipements mentionnés dans le constat.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 4 : Dossier d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. [...] Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour tous les équipements :</li> <li>- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;</li> <li>- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;</li> <li>- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;</li> <li>- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;</li> <li>- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'examen a été mené par sondage. Les informations relatives à la fabrication des équipements sous pression suivants ont été consultées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- récipient BP623 (partie calandre) DELAS n°10205R3 (PS = 4,17 bar, volume = 14269 litres, fluide : vapeur) : registre, compte rendu d'inspection périodique n°300584 du 10/01/2023, attestation de requalification périodique n°4-97543 du 04/07/2016, plan de contrôle n°6EBP613-007, procès verbal de tarage de la soupape 6EBP-008-ZP du 30/06/2016, compte rendu d'inspection périodique n°735171 du 27/11/2025 (transmis après l'inspection) ;</li> <li>- récipient BP623 (partie faisceau) DELAS n°10205R3 (PS = 42 bar, volume = 3608 litres, fluide : eau surchauffée) : registre, compte rendu d'inspection périodique n°300588 du 10/01/2023, attestation</li> </ul>

<p>de requalification périodique n°4-97544 du 04/07/2016 ;</p> <p>- récipient HP616 (partie calandre) SVCM n°9175014 (PS = 48 bar, volume = 13000 litres, fluide : vapeur) : registre, compte rendu d'inspection périodique n°300595 du 10/01/2023, attestation de requalification périodique n°4-97550 du 04/07/2016, procès verbal de tarage de la soupape 6EBP-007-ZP du 30/06/2016 ;</p> <p>- récipient HP616 (partie faisceau) SVCM n°9175014 (PS = 330 bar, volume = 4400 litres, fluide : eau surchauffée) : registre, compte rendu d'inspection périodique n°411008 du 19/06/2023, attestation de requalification périodique n°4-97551 du 04/07/2016 ;</p> <p>- générateur de vapeur DPX3 STEIN ENERGIE n°E45035 (PS = 30 bar, volume = 38680 litres, fluide : vapeur) : registre, compte rendu d'inspection périodique n°411008 du 19/06/2023, attestation de requalification périodique n°486088 du 06/08/2024, procès verbal de tarage de la soupape 6EBP-007-ZP du 30/06/2016 ;</p> <p>- tuyauterie STEIN Industrie n°6FCD AN ANB (PS = 230 bar, DN300/DN400, fluide : eau surchauffée) : registre, programme de contrôle n°EH06 FCD AN/NB rév1 du 02/04/2025, attestation d'approbation de programme de contrôle de tuyauterie n°717846, procès verbal de visite en marche n°VM2024-FCD AN ANB du 13/08/2025, attestation de requalification périodique n°717731 du 13/08/2025.</p> <p>En conséquence, le dossier d'exploitation de la tuyauterie STEIN Industrie n°6FCD AN ANB (PS = 230 bar, DN300/DN400, fluide : eau surchauffée) ne comprend pas de compte-rendu d'inspection périodique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le compte rendu d'inspection périodique de la tuyauterie STEIN Industrie n°6FCD AN ANB.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 5 : Inspection périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la</p>

<p>mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les comptes rendus d'inspection périodique des équipements cités dans les points de contrôle n° 3 et 4 respectent les périodes maximales fixées et concluent à la conformité des équipements.</p> <p>A noter que le récipient BP623 (partie calandre) DELAS n°10205R3 (PS = 4,17 bar, volume = 14269 litres, fluide : vapeur) a fait l'objet d'une inspection périodique non satisfaisante le 10/01/2023. Le jour de l'inspection, cet équipement n'était pas en service. Une nouvelle inspection périodique a été conduite le 27/11/2025 et a conclu à la conformité de l'équipement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Requalification périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li> <li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li> <li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li> <li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li> <li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li> <li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li> </ul> <p>[...]</p>



<b>Constats :</b> L'ensemble des attestations de requalification périodique examinées pour les équipements cités dans les points de contrôle 3 et 4 conclut à la conformité des équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Marquage CE des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 557-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage.  Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations. [...]
<b>Constats :</b> L'examen a été mené par sondage. Le générateur de vapeur DPX3 STEIN ENERGIE n°E45035 présente le marquage CE ainsi que le numéro d'identification de l'organisme ayant réalisé l'évaluation de la conformité (0851).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Conditions d'utilisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/11/2017, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure que les conditions d'utilisation des équipements sont conformes à celles pour lesquelles ils ont été conçus et fabriqués. En particulier, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant et figurant sur les équipements ou la notice d'instructions selon les cas des équipements [...].
<b>Constats :</b> L'examen a été mené par sondage. L'exploitant a fourni un courrier n°C25-31 - Jbo/VB, après l'inspection, daté du 26/11/2025, démontrant le respect des paramètres physico-chimiques relatifs à la qualité des eaux présents dans la notice d'instruction et nécessaires au bon fonctionnement du générateur de vapeur DPX3 STEIN ENERGIE n°E45035.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : État des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été constaté que les parties visibles des récipients BP623 DELAS n°10205R3, HP616 SVCM n°9175014, générateur de vapeur DPX3 STEIN ENERGIE n°E45035 et le départ de la tuyauterie STEIN Industrie n°6FCD AN ANB sont maintenues en bon état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 10 : Accessoires de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.[...]V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.[...]Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.
<b>Constats :</b> Le récipient BP623 (partie calandre) DELAS n°10205R3 (PS = 4,17 bar, volume = 14269 litres, fluide : vapeur) est protégé par une soupape FARRIS n°6EBP008ZP réglée à 4,7 bar. La soupape précitée est réglée au-delà de la pression maximale admissible (PS) de l'équipement. Cependant, comme stipulé au point de contrôle n°5, l'équipement n'était pas en service le jour de l'inspection. Par ailleurs, suite à l'inspection, l'exploitant a fait tarer la soupape à 4,17 bar comme en témoigne le compte rendu d'inspection périodique n°735171 du 27/11/2025.  Le récipient BP623 (partie faisceau) DELAS n°10205R3 (PS = 42 bar, volume = 3608 litres, fluide : eau surchauffée) est protégé par deux soupapes FARRIS n°6EBP004ZP et n°6EBP006ZP réglées à 42 bar.  Le récipient HP616 (partie calandre) SVCM n°9175014 (PS = 48 bar, volume = 13000 litres, fluide : vapeur) est protégé par une soupape FARRIS n°EHP007ZP réglée à 48 bar.  Le récipient HP616 (partie faisceau) SVCM n°9175014 (PS = 330 bar, volume = 4400 litres, fluide : eau surchauffée) est protégé par trois soupapes RSBD n°EHP003ZP, n°EHP005ZP et n°EHP009ZP réglées à 330 bar.

Le générateur de vapeur DPX3 STEIN ENERGIE n°E45035 (PS = 30 bar, volume = 38680 litres, fluide : vapeur) est protégé par une soupape CROSBY n°0DPX301ZP réglée à 30 bar.

La tuyauterie STEIN Industrie n°6FCD AN ANB (PS = 230 bar, DN300/DN400, fluide : eau surchauffée) est protégé par cinq soupapes BOPP REUTHER n°6FSR001ZP, n°6FSR002ZP, n°6FSR003ZP, n°6FSR004ZP et n°6FSR005ZP réglées à 214 bar et une soupape BOPP REUTHER n°GHP001ZP réglée à 197 bar.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est tout de même demandé à l'exploitant de transmettre le procès verbal de tarage de la soupape FARRIS n°6EBP008ZP protégeant le récipient BP623 (partie calandre) DELAS n°10205R3 (PS = 4,17 bar, volume = 14269 litres, fluide : vapeur).

**Type de suites proposées :** Sans suite